



Imagine  Canada

APERÇU DE L'IMPACT DU SECTEUR CARITATIF Élection fédérale 2015

MICHELLE GAUTHIER ET BILL SCHAPER



Aperçu de l'impact du secteur caritatif : Élection fédérale 2015

Michelle Gauthier et Bill Schaper

www.imaginecanada.ca/fr/election-2015

Publié par

Imagine Canada

65, avenue St. Clair Est, bureau 700

Toronto (Ontario), Canada M4T 2Y3

Tél. 416 597 2293 | **Télécopieur** 416 597 2294

©2015 Imagine Canada.

Chercheuse principale : Bernadette Johnson

Révision : Stephen Faul, Marnie Grona

Photo de couverture : Marnie Grona

Conception et production : Shanti Hadioetomo

Traduction : Cornelia Schrecker

Crédit icônes tirés du site Noun Project, par ordre d'apparition :

Ottawa de Fabien Jouin, Vote d'OliM, Garçon et fille de Ningxia Zhang, Plume d'Irisi Erese Tole, Théâtre de Rémy Médard, Sécurité alimentaire et santé de OCHA Visual Information Unit, Arbres de Buena Buena, Maison de Joel Avery, Aînés d'Andrea Fajardo, Globe terrestre de Gustav Salomonsson

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie, par des organismes caritatifs et des organismes sans but lucratif, à des fins non commerciales, sous réserve qu'Imagine Canada soit cité en tant qu'éditeur original, y compris l'année de publication, le titre de la publication et la source (lien menant vers la publication ou le site Web). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication sans l'autorisation écrite préalable d'Imagine Canada.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
Introduction	6
Prendre la parole n'est pas sans contraintes	9
Un engagement traditionnel couronné de succès	10
Influencer le programme politique	12
Promouvoir l'engagement civique	16
Quelle est la réponse des partis?	19
Conclusion	24
Les auteurs	26

RÉSUMÉ

Malgré de nombreux défis, les organismes de bienfaisance et sans but lucratif participent activement à la campagne électorale. Ils soulèvent des questions et demandent aux partis politiques de se prononcer, fournissent des renseignements supplémentaires aux électeurs ou encouragent les citoyens à voter. En ce faisant, ils perpétuent une vieille tradition d'activisme en politique publique portée avec fierté. Bien que les partis n'aient pas (encore) pris de réels engagements pour s'attaquer aux problèmes financiers et règlementaires qui pèsent sur l'ensemble du secteur, ils ont fait des annonces sur de nombreux sujets qui influent directement sur les efforts des organismes de bienfaisance et sans but lucratif dans le but de réaliser leur mission.

Nous croyons fermement que les politiques publiques sont meilleures lorsque notre secteur participe à leur élaboration, et le public canadien y croit également. Nous espérons que cette mise en commun d'exemples du travail de promotion des politiques publiques effectué par les organismes de bienfaisance, et des stratégies d'engagement civique qu'ils ont élaborées encouragera plus de membres de notre secteur à s'impliquer, à la fois pendant et entre les campagnes électorales à venir.

Le rôle du secteur en politique publique



INTRODUCTION

Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif influent sur presque tous les aspects de la vie des Canadiens : les soins de santé et la recherche, l'observance religieuse, l'établissement des immigrants, le logement abordable, la littératie, les arts et la culture, le sport amateur, l'éducation postsecondaire, la conservation de l'environnement, l'aide à l'autonomie pour les aînés, l'aide au développement international, les programmes pour les jeunes, le bien-être des animaux et le développement communautaire pour ne nommer que quelques domaines dans lesquels nous sommes actifs.

Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif puisent dans une longue tradition, une tradition dont ils sont fiers, de contribuer à définir et à façonner notre pays en contribuant de façon considérable et positive à l'élaboration des politiques publiques. En ce faisant, les organismes sans but lucratif connaissent peu de contraintes qui influencent leurs activités, tandis que celles des organismes de bienfaisance enregistrés sont régies par des règles détaillées dont le respect est surveillé par l'Agence du revenu du Canada. Ainsi, les organismes de bienfaisance doivent faire en sorte que leurs activités en matière de politique publique et de défense des intérêts soient :

- strictement non partisans, c'est-à-dire que les organismes de bienfaisance ne peuvent, directement ou indirectement, appuyer ou rejeter un parti politique ou un candidat à l'élection;
- appuyées sur des faits, c'est-à-dire que les organismes de bienfaisance doivent présenter des arguments éclairés fondés sur des recherches et des expériences vérifiables (une norme que l'on peut raisonnablement considérer comme étant plus élevée que celles imposées à n'importe quel autre secteur);

- subordonnées aux activités qui justifient le statut d'organisme de bienfaisance, c'est-à-dire que ces organismes ne peuvent faire fi d'autres activités afin de concentrer tous leurs efforts sur les politiques publiques. Ils sont libres d'exprimer leur opinion quant aux raisons fondamentales d'un enjeu et de travailler vers des solutions. Cependant, ils doivent consacrer la grande majorité de leurs efforts à alléger les conséquences du statu quo.

Ces normes auxquelles les organismes de bienfaisance doivent répondre en tout temps expliquent en partie le taux de confiance élevé du public envers les opinions exprimées par ces organismes. Des recherches exhaustives portant sur l'opinion publique confirment que les dirigeants des organismes de bienfaisance comptent parmi les professionnels qui jouissent du taux de confiance le plus élevé dans notre société. La grande majorité des Canadiens estiment que les organismes de bienfaisance, lorsqu'ils s'expriment sur un sujet, le font dans l'intérêt du public plutôt que d'un point de vue strictement organisationnel. Enfin, plus de neuf Canadiens sur dix croient qu'il est acceptable, voire très acceptable, pour un organisme de bienfaisance de s'exprimer publiquement sur un enjeu politique¹.

¹ The Muttart Foundation,
Talking About Charities,
2013.

**L'élection fédérale
offre une
occasion en or
pour les organismes
de bienfaisance
de parler de sujets
déterminants pour
l'avenir de notre pays.**

PRENDRE LA PAROLE N'EST PAS SANS CONTRAINTES

En aucun temps, les organismes de bienfaisance ne peuvent s'engager dans des activités partisans, et la période électorale vient renforcer la particularité de cette situation. Pendant les semaines que dure la campagne électorale, les dirigeants des organismes de bienfaisance, les membres du conseil d'administration, les organismes de réglementation et le public sont encore plus soucieux de toute activité susceptible d'être « directement ou indirectement partisane ». Les organismes participent donc en toute légitimité au débat public portant sur des causes et communautés pour lesquelles ils travaillent en essayant de ne pas traverser la ligne de la partisanerie. Une ligne qui est souvent mince et mal définie.

Ainsi, un parti politique qui, par inadvertance, souhaiterait faire une annonce politique au profit d'un organisme de bienfaisance ou en compagnie du dirigeant d'un tel organisme placerait ce dernier dans une situation délicate. Les médias peuvent, eux aussi, rendre la vie difficile aux dirigeants des organismes de bienfaisance lorsqu'ils les questionnent sur leur appui, ou leur manque d'appui, à des promesses ou des annonces faites par les différents partis politiques.

Malgré ces défis, des organismes de bienfaisance d'un océan à l'autre **ont choisi** de s'exprimer et de s'engager pendant cette campagne électorale. Ils prônent une vision et réclament des partis politiques des actions dans des domaines qui, autrement, seraient écartés pendant la campagne électorale. Ces organismes de bienfaisance (aux côtés des organismes sans but lucratif) représentent une lueur d'espoir pour le reste de la société parce qu'ils démontrent ce qu'il est possible de faire et statuent un exemple d'actions qui pourraient être posées à l'avenir par un plus grand nombre d'organismes.

UN ENGAGEMENT TRADITIONNEL COURONNÉ DE SUCCÈS

Malgré la non-partisanerie qui leur est imposée, les organismes de bienfaisance influencent depuis longtemps, et ce de façon importante, les politiques publiques et les débats qui préoccupent notre société. Ainsi, ils ont joué un rôle clé dans les dossiers des espaces publics sans fumer, de la baisse observée dans la consommation du tabac et la diminution des précipitations acides. Les efforts déployés par les organismes de bienfaisance et sans but lucratif ont également mené à la création du régime enregistré d'épargne-invalidité, de l'initiative canadienne pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel et des lois pour contrer la traite des enfants et la conduite avec facultés affaiblies. Au cours des dernières années, le travail de sensibilisation des organismes de bienfaisance a conduit à la prolongation de six semaines à six mois de la période de versement des prestations de soignant de l'assurance-emploi.

À titre d'organisme-cadre du secteur caritatif canadien, Imagine Canada a travaillé pour pallier une situation décrite par plusieurs comme un « froid » dans les ambitions d'engagement en politiques publiques de la part des organismes de bienfaisance au cours des dernières années. Nous croyons fermement que les politiques publiques sont meilleures si les organismes de bienfaisance participent à leur élaboration. De nombreux organismes offrent des services de première ligne et s'impliquent directement dans leur communauté. Ils sont donc les mieux placés pour amener la perspective des citoyens et des collectivités à la table de discussion. Ils prêtent une voix aux personnes qui, autrement, ne seraient pas entendues et proposent des solutions créatives afin de résoudre des enjeux d'ordre social, économique, environnemental ou culturel qui sont parmi les plus importants dans notre société.

Dans ce document, nous soulignons quelques-uns des sujets mis en avant par les organismes de bienfaisance et sans but lucratif pendant la campagne électorale de 2015, de même que les efforts que plusieurs investissent dans le but d'informer les électeurs sur certains sujets, d'encourager les gens à voter et, de façon générale, d'accroître la participation des citoyens au pays. Les activités ont été mises en place tant à l'échelle locale que nationale, représentent des initiatives proposées par un seul organisme de bienfaisance ou une coalition nationale et traitent de sujets uniques tout comme de questions qui touchent l'ensemble du secteur. Nous faisons aussi ressortir les réponses des partis politiques aux enjeux soulevés par les membres du secteur et démontrerons comment certaines priorités du secteur de la bienfaisance et sans but lucratif ont été intégrées aux appels que les partis politiques lancent à l'électorat.

Nous ne prétendons aucunement dépeindre une image complète de la situation, mais tentons d'offrir une idée des activités mises en œuvre par les organismes de bienfaisance et sans but lucratif en cette campagne électorale. Imagine Canada projette de s'inspirer de ce premier exercice à saisir l'impact des organismes de bienfaisance au cours des prochaines élections fédérales afin de déterminer l'évolution de l'engagement des organismes pendant les campagnes électorales. Nous sommes confiants qu'au fil du temps, et d'une élection à l'autre, nous verrons un nombre croissant d'organismes de bienfaisance et sans but lucratif travailler pour s'assurer que leur voix, et celle des collectivités qu'ils soutiennent ici au Canada et à l'étranger, est entendue. Enfin, nous avons bon espoir que les candidats et partis politiques porteront de plus en plus attention aux contributions des organismes de bienfaisance et sans but lucratif.

INFLUENCER LE PROGRAMME POLITIQUE

En matière de politiques publiques, les organismes de bienfaisance et sans but lucratif comptent sur de nombreuses études, une vaste expérience sur le terrain et d'innombrables idées. Une campagne électorale leur offre une occasion unique pour attirer l'attention et l'appui nécessaire pour leurs priorités alors que l'intérêt des médias et du public pour différents sujets est à son apogée et que les partis politiques cherchent à se distinguer les uns des autres.

Dans le cadre de ses activités d'information de tous les organismes de bienfaisance et sans but lucratif partout au pays, Imagine Canada suit de façon routinière l'engagement des organismes en matière de politiques publiques fédérales. Au fur et à mesure que nous apprenons sur leur engagement dans cette campagne électorale, ainsi que sur les engagements des partis politiques dans les domaines respectifs, nous affichons cette information sur notre Carrefour électoral (imaginecanada.ca/fr/election-2015). À ce jour, notre travail nous a permis de constater que de nombreux organismes de bienfaisance et sans but lucratif de divers horizons appellent publiquement les partis à adopter des politiques sur divers sujets d'importance pour les Canadiens.

- L'Association canadienne du diabète et la Société canadienne de la sclérose en plaques font des recommandations politiques et demandent à leurs sympathisants de contacter leurs candidats.
- Canada sans Barrières, INCA, la Marche des dix sous, la Société canadienne de l'ouïe, Accessible Media Inc. et la Société canadienne de la sclérose en plaques ont créé un ensemble de principes et de recommandations afin d'améliorer la protection des personnes handicapées par le gouvernement fédéral.

- Le Conseil canadien pour la coopération internationale est le fer de lance de diverses recommandations portant sur les politiques de développement international.
- Crohn et Colite Canada demande aux candidats à l'élection fédérale de prendre des engagements à l'appui des sujets qui sont importants pour la santé et le bien-être des personnes atteintes de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin. L'organisme encourage les gens à envoyer des lettres à leurs candidats, à participer à un webinaire sur la défense des droits et à lire les lettres envoyées aux partis politiques, de même que les réponses reçues de leur part.
- Le Groupe de travail des fondations pour la petite enfance demande un investissement supplémentaire de 8 milliards \$ pour l'éducation à la petite enfance afin d'ajuster l'investissement canadien à la moyenne de l'OCDE.
- Les Repaires jeunesse du Canada ont créé une plateforme électorale pour les jeunes, y compris des recommandations politiques concernant l'engagement des jeunes, la santé mentale et l'emploi des jeunes.
- Le Réseau pour une alimentation durable et les Banques alimentaires Canada ont lancé chacun une campagne promouvant la création d'une politique nationale sur l'alimentation.
- La Société canadienne du cancer a publié un ensemble de recommandations concernant le règlement régissant l'usage du tabac, la recherche et les soins palliatifs.
- Une coalition d'organismes nationaux, dont fait partie Imagine Canada, a fait une série de recommandations concernant le cadre réglementaire régissant les activités des organismes de bienfaisance et sans but lucratif ainsi que leur pérennité financière.

Il importe de souligner que la liste ci-dessus n'est ni exhaustive ni inclut les efforts investis par les organismes avant le déclenchement de l'élection. En grande majorité, les exemples indiqués proviennent d'organismes qui nous ont signalé leurs activités. Nous estimons que l'ampleur réelle des sujets portés à l'attention des partis politiques et des candidats par les organismes de bienfaisance et sans but lucratif est beaucoup plus importante.



PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif se retrouvent souvent dans une position unique pour tendre la main vers des populations sous-représentées et établir des relations avec elles, ou pour mobiliser des communautés géographiques et virtuelles au profit de l'intérêt public. Pendant la campagne électorale, les organismes jouent un rôle central dans la promotion de l'engagement civique, et ce de trois façons différentes. Elles offrent :

- des renseignements non partisans sur des sujets importants, ce qui permet aux électeurs de recourir à des ressources supplémentaires sur des dossiers qui les intéressent;
- de l'information permettant aux petits organismes, souvent sans accès à l'expertise légale ou politique, de s'impliquer à l'échelle locale;
- de l'information aux populations vulnérables au sujet de l'élection et des critères d'admissibilité pour permettre à tous de se prévaloir de leur droit de vote.

Parmi les organismes qui ont fait de l'engagement civique leur cheval de bataille, on trouve :

- ABC Life Literacy Canada qui a collaboré avec Élections Canada pour créer une ressource permettant aux intervenants en littératie de travailler avec leurs clients afin d'améliorer la participation de ces derniers au processus électoral;
- l'Assemblée des Premières Nations qui a mis sur pied une campagne dans le but d'encourager ses membres, probablement le groupe le plus sous-représenté au Canada sur le plan de la participation électorale, à voter, y compris de l'information

et des ressources conçues pour aider les membres des Premières nations à s'assurer qu'ils sont inscrits au registre électoral et en mesure de voter;

- Canada sans Barrières qui a créé une trousse d'action pour les élections axée sur les défis auxquels se heurtent les personnes vivant avec un handicap;
- Canards Illimités Canada qui encourage les Canadiens à faire de la conservation des milieux humides un enjeu important dans leurs discussions avec les candidats, au moyen d'une plateforme virtuelle;
- la Coalition canadienne des arts qui offre des renseignements et des conseils pour aider des organismes locaux à faire valoir des sujets d'importance pour eux;
- Community Development Halton et Social Planning Toronto, qui ont chacun publié divers documents d'information sur des questions d'intérêt local;
- le Conseil canadien des Églises, dont le document de ressources pour l'élection fédérale de 2015 comprend des renseignements et des questions sur une grande variété de sujets d'ordre économique et social;
- le Conseil canadien pour la coopération internationale, dont la campagne « On peut faire mieux » aborde plusieurs enjeux liés à la coopération internationale et l'aide au développement;
- la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada qui a mis en ligne un microsite pour l'élection afin d'informer les électeurs des positions des partis par rapport à la francophonie et aux langues officielles;
- la Fondation David Suzuki qui maintient un blogue électoral offrant aux électeurs des renseignements sur des questions environnementales, des mises à jour sur

les positions des partis quant aux questions environnementales, les possibilités de participation pour les électeurs et des analyses non partisans des débats des chefs;

- Ontario Nonprofit Network et Samara Canada qui ont uni leurs forces pour former l'initiative « Nonprofits Step Up » afin d'encourager les organismes sans but lucratif à s'impliquer dans la campagne électorale.

Cette liste ne contient que quelques exemples des efforts que les organismes de bienfaisance et sans but lucratif ont déployés pour promouvoir l'engagement civique pendant la campagne électorale.

QUELLE EST LA RÉPONSE DES PARTIS?

À ce jour, seulement quelques-uns des partis politiques principaux ont dévoilé une plateforme électorale complète. D'autres ont publié successivement des engagements dans des domaines spécifiques. De façon générale, les partis discutent de sujets qui sont au cœur des préoccupations des organismes de bienfaisance et sans but lucratif. Ces sujets relèvent majoritairement des domaines économique et social, mais, dans une moindre mesure, ils touchent aussi les organismes dans leur rôle d'employeurs, de fournisseurs de services et d'acteurs qui contribuent à bâtir des collectivités inclusives, dynamiques et en santé.

Entre autres, les partis politiques ont fait les annonces électorales suivantes :



Affaires autochtones

- nouveau financement pour l'éducation postsecondaire
- nouveaux investissements pour l'enseignement primaire et secondaire
- réformes des services aux enfants et aux familles, accompagnées de nouveaux investissements
- enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées



Aînés

- augmentation du supplément de revenu garanti
- réduction de l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse/au supplément de revenu garanti à 65 ans
- amélioration du soutien aux soins à domicile
- création d'un nouveau crédit d'impôt pour aînés célibataires ou veufs



Arts et culture

- création d'un nouveau fonds de dotation pour égaler les dons individuels versés aux musées à vocation locale
- doublement du financement du Conseil des arts du Canada



Développement international

- engagements pour accélérer et élargir les efforts du Canada dans le but d'accueillir et d'aider à l'établissement de réfugiés syriens



Droits de la personne

- soutien aux Canadiens vivant avec un handicap, par l'amélioration des régimes enregistrés d'épargne-invalidité



Enjeux pansectoriels

- réduction des primes d'assurance-emploi et modification des exigences d'admissibilité
- réduction des formalités administratives pour les entreprises (de nombreux organismes du secteur mènent des activités économiques afin de générer des revenus)
- crédits d'impôt pour les frais d'adhésion payés à certains organismes bénévoles
- stages et stages coop rémunérés pour offrir de nouvelles possibilités aux jeunes Canadiens

- clarification et modification des règles régissant les activités de politiques publiques et de défense des intérêts des organismes de bienfaisance



Environnement

- nouveaux investissements pour les technologies et les infrastructures vertes
- inscription du principe de la protection de l'environnement à la Constitution
- création d'un programme d'amélioration et de conservation de la faune
- élargissement des zones marines et côtières protégées
- protection accrue des parcs nationaux
- réforme des procédures d'évaluation environnementale existantes



Femmes

- nouveau plan d'action pour contrer la violence faite aux femmes



Jeunes Canadiens

- nouveaux investissements pour encourager l'activité physique chez les jeunes en milieux défavorisés et provenant de familles à faible revenu
- doublement des subventions de contrepartie versées aux familles participant aux régimes enregistrés d'épargne-études
- protection des stagiaires
- investissements directs pour l'emploi des jeunes (notamment dans les secteurs environnemental et communautaire)

- établissement de centres d'aide aux enfants et de centres d'aide aux enfants et aux adolescents
- abolition des droits de scolarité
- amnistie pour les dettes d'études supérieures à 10 000 \$ par personne



Logement

- nouveau financement pour des logements sociaux et abordables
- accès élargi à l'argent économisé sous forme de REER pour l'achat d'une maison
- mise en place d'une stratégie nationale pour le logement
- nouveaux investissements pour la construction de logements sociaux dans les communautés des Premières nations



Santé

- reconduction du mandat de la Commission de la santé mentale du Canada de 10 ans
- création de sites d'injection supervisés
- prolongation de la période de versement des prestations de soignant de l'assurance-emploi
- investissements pour une couverture universelle des médicaments sur ordonnance
- création d'un fonds d'innovation en santé mentale des enfants et des adolescents
- investissements pour le dépistage et le diagnostic de la maladie d'Alzheimer, la recherche et l'appui aux personnes atteintes de la maladie
- investissements pour la création de cliniques communautaires partout au Canada

Ces exemples démontrent que depuis le début de la campagne, tous les partis politiques prennent des engagements par rapport aux dossiers qui importent aux organismes de bienfaisance et sans but lucratif et aux communautés qu'ils servent. Ils discutent de programmes d'actions, et au cours des dernières semaines, nous avons été témoin de diverses prises de position et annonces politiques sur une panoplie de sujets qui touchent l'essence même du travail des organismes de bienfaisance et sans but lucratif, c'est-à-dire servir et bâtir des collectivités et améliorer la qualité de vie des gens chez nous et ailleurs sur la planète.

CONCLUSION

Les organismes de bienfaisance et sans but lucratif élèvent leur voix pour parler des enjeux qui importent aux Canadiens, et les partis politiques ont fait de nombreuses annonces concernant certains de ces sujets. Voilà un constat que nous jugeons des plus encourageants.

Cependant, nous avons été déçus de noter que très peu de temps de discussion a été consacré aux problèmes structureaux que connaissent tous les organismes de bienfaisance et sans but lucratif, p. ex. leur pérennité financière et l'accès aux capitaux, un soutien accru aux donateurs et les barrières règlementaires à la production de revenus. Le secteur de la bienfaisance et sans but lucratif compte pour huit pour cent du produit intérieur brut et plus de deux millions d'emplois ². Les partis politiques ne semblent pas avoir compris encore que le secteur n'existe pas en dehors de l'économie, mais en constitue un élément vital et de plus en plus important.

Les Canadiens tiennent pour acquis que les partis politiques, dans leurs plateformes électorales, parlent de différents secteurs économiques, comme l'agriculture, les petites entreprises et les ressources naturelles, en reconnaissant les défis communs à tous les membres du secteur et en proposant des solutions généralement applicables. Les réflexions quant au secteur de la bienfaisance et sans but lucratif en tant que *secteur* n'ont pas encore atteint ce degré de maturité. Toute discussion sérieuse sur l'économie canadienne nécessite donc un changement de perception³. Nous avons hâte de poursuivre nos discussions avec tous les partis fédéraux après l'élection afin de faire en sorte qu'un jour, il deviendra tout à fait naturel pour eux d'intégrer à leur plateforme davantage de politiques sur des enjeux pansectoriels.

² Statistiques Canada, CANSIM, tableaux 388-002 et 380-0064.

³ Imagine Canada, *Portrait du secteur économique formé par les organismes de bienfaisance (document de discussion)*, 2015.

Nous espérons que les exemples donnés dans ce document inciteront d'autres organismes de bienfaisance et sans but lucratif à faire connaître publiquement leurs propositions sur le plan politique.

Nous invitons et encourageons d'ailleurs tous les organismes de bienfaisance et sans but lucratif qui ont activement participé à la promotion de certaines politiques publiques au cours de cette campagne à se rendre à notre Carrefour électoral et à faire connaître leur expérience à leurs pairs partout au pays.

Au fur et à mesure que les organismes de bienfaisance et sans but lucratif prennent de l'assurance à s'exprimer publiquement et voient l'impact de leurs gestes sur les discussions politiques, nous avons bon espoir que la liste des exemples se prolonge d'année en année. Le Canada est un pays meilleur grâce au travail des organismes de bienfaisance et sans but lucratif. Or, il reste tant de choses à accomplir.

LES AUTEURS

Michelle Gauthier

Vice-présidente, politiques publiques et engagement communautaire

Michelle Gauthier dirige les efforts déployés par Imagine Canada dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre un nouveau programme d'action stratégique en matière de politiques publiques.

Avant d'occuper son poste actuel, Michelle a été directrice du groupe de recherche et d'analyse des politiques à Universités Canada. À ce titre, elle a travaillé avec des recteurs d'universités canadiennes pour démontrer, preuves à l'appui, les remarquables contributions des universités. De plus, elle a dialogué avec le gouvernement et d'autres parties prenantes au sujet des politiques publiques et, plus particulièrement, d'un large éventail de dossiers de l'enseignement supérieur et de la recherche. Dans le passé, elle a également travaillé à titre d'experte-conseil principale chez PricewaterhouseCoopers et de directrice générale de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario, où elle a gagné de l'expérience précieuse dans la gestion d'une association professionnelle. Michelle est parfaitement bilingue et détient un doctorat en communications de l'Université McGill.

Bill Schaper

Directeur, politiques publiques et engagement communautaire

Avant de se joindre à Imagine Canada, Bill Schaper a été attaché politique sur la Colline parlementaire, conseiller politique principal d'un ministre fédéral, analyste politique et professionnel des relations gouvernementales à Universités Canada et auditeur en optimisation des ressources au Bureau du vérificateur national du Royaume-Uni.